



Mercredi 3 juillet 2019 - Deuxième session (13h - 15h)

Atelier 54
Salle : 211

Écrire l'histoire de l'Algérie indépendante

L'Algérie indépendante est un champ de recherche encore peu investi par les historiens du contemporain. Comme si l'histoire de l'Algérie s'arrêtait à son indépendance en 1962. Partant de ce constat, cet atelier vise à interroger les causes de ce manque tout en faisant dialoguer des historiens qui tentent, par leurs recherches, d'y remédier.

Écrire l'histoire de l'Algérie indépendante, c'est, entre autre, écrire l'histoire de la construction d'un État souverain à travers ses attributs politiques (armée, parti unique, etc.), économiques (hydrocarbures, industries, etc.) et sociaux (éducation, culture, etc.). Écrire l'histoire de l'Algérie indépendante, c'est aussi et surtout un long travail d'élaboration d'un corpus de sources dans la mesure où les archives étatiques sont inaccessibles après 1962 ; et c'est d'ailleurs ce qui paraît être l'une des causes du manque d'investissement de ce terrain par les historiens. Si des sources existent, l'historien doit souvent « manœuvrer » pour les consulter. Cet atelier portera donc une attention particulière à l'aspect méthodologique de la recherche en Algérie et plus spécifiquement à la question du recueil des sources. En effet, à travers les sources orales et le recueil de témoignages, l'historien de l'Algérie indépendante devient aussi le collecteur d'archives qu'on lui transmet ou lui permet de numériser. À partir d'objets de recherche différents, nous reviendrons sur la place de ces sources dans la méthodologie de l'historien post-1962.

Responsable : Saphia Arezki (Sciences-Po Aix-en-Provence, CHERPA)

Liste des intervenants : Sarah Adjel-Debbich, Karima Dirèche, Malika Rahal, Natalya Vince

Sarah Adjel-Debbich (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Sirice, Visiting Researcher, Université de Georgetown, Washington DC)

L'économie et la diplomatie de l'Algérie : une histoire impossible au-delà de 1962 ?

Ma recherche consiste à interroger l'existence et les circonstances de la mise en place d'une diplomatie pétrolière et gazière des pays du Maghreb et particulièrement en Algérie, au lendemain de la décolonisation. L'Algérie contemporaine se trouve ainsi au centre de mon étude. Comment envisager puis écrire l'histoire diplomatique et économique de l'Algérie au-delà de 1962 ? Plus particulièrement, comment étudier des secteurs aussi stratégiques que le pétrole et le gaz en lien avec la politique extérieure de l'Algérie dans une approche historique ? Autrement dit : Quelles archives pour quelle histoire ? Plus encore, est-il possible d'aborder cet objet d'étude tout en se confrontant à ses nombreuses représentations ? Dans un premier temps, je soulignerai l'intérêt d'un tel objet d'étude pour compléter un vide historiographique de l'Algérie contemporaine, mais également du Maghreb et des relations internationales. Plus largement, étudier les relations internationales de l'Algérie à travers le prisme des questions énergétiques permet de décentrer le regard d'un champ de recherche mais également de sortir du champ de l'histoire officielle algérienne. Il me semble important, dans un second temps, de montrer que cette histoire est possible mais non sans difficulté pour l'historien. Je reviendrai sur la méthodologie de la collecte des sources disponibles en Algérie dans le secteur économique et plus particulièrement de l'industrie pétrolière et gazière. L'historien doit se saisir de nouvelles opportunités des sources orales, diplomatiques et industrielles de plus en plus accessibles. Cela passe par la nécessité d'un croisement de sources encore peu exploitées au-delà de la Méditerranée et de sources inédites en Algérie. Ainsi, je reviendrai sur l'utilisation des sources disponibles au

sein des pays partenaires commerciaux de l'Algérie : au Maghreb, en Europe et hors de l'Europe mais également au sein des organisations internationales. Dans un troisième temps, j'évoquerai mon expérience d'enquêtrice franco-algérienne en Algérie. Je décrirai les limites et les outils dont j'ai pu disposer pour avancer. Cet éclatement du terrain au-delà des frontières nécessite par ailleurs des capacités linguistiques et financières que tout historien ne possède pas forcément. Cette précarité de l'historien de l'Algérie contemporaine s'observe également à travers l'opacité des réglementations liées à l'accès aux archives en Algérie. Cette communication me permettra enfin de revenir sur quelques éléments de mon entretien avec le directeur des archives d'Alger en 2016 et d'ouvrir la discussion sur les possibilités de contourner les blocages institutionnels.

Karima Dirèche (CNRS, TELEMMe)

La vulgate historique berbère en Algérie : Savoirs, usages et projections

Le champ de la recherche historique algérienne est, encore aujourd'hui, monopolisé par le Mouvement national et la guerre d'indépendance ; une histoire politique et militante, fondée sur le postulat du consensus national. Le paradigme de l'histoire nationale continue à marquer encore lourdement les jeunes historiens. Pourtant cette histoire s'essouffle et a du mal à convaincre les générations nouvelles évoluant dans une société qui se transforme rapidement et qui produit de nouvelles demandes sociales. Depuis le printemps berbère de 1980, une nouvelle génération d'historiens, d'archéologues et de préhistoriens produit de nouveaux récits historiques au nom d'une mémoire berbère oubliée et rejette le formatage d'une histoire nationale considérée comme monolithique et réductrice. Plus généralement, et en réaction à une histoire nationale revisitée par l'arabo-islamisme politique contemporain, les Berbères d'Algérie deviennent eux-mêmes producteurs d'histoire et se lancent dans des initiatives de fabrication du passé. Cette mémoire berbère va produire des nouvelles narrations historiques qui vont puiser, dans un passé anté-islamique et anté-arabe lointain, une supposée authenticité des Berbères présentés comme les autochtones légitimes du nord de l'Afrique. Cette nouvelle façon d'écrire l'histoire souligne le besoin presque obsessionnel d'exister dans les processus historiques qui ont marqué l'espace maghrébin. On analysera les registres sur lesquels se cristallisent les affirmations identitaires (langue, action politique et militante) mais également les réappropriations symboliques (état-civil, écriture, lieux de mémoire...). Ces actions produisent un «héritage volontariste» qui constitue aujourd'hui la référence (totalement acquise) en matière de patrimoine historique berbère.

Malika Rahal (CNRS, IHTP)

Faire de l'histoire dans l'Algérie contemporaine : de l'enquête à la publication

À partir d'une enquête menée depuis plusieurs années sur les militants communistes algériens depuis l'indépendance, ce papier propose de revenir sur certaines des difficultés spécifiques à la recherche sur l'histoire de l'Algérie indépendante. À partir de l'exemple de ce travail, je montrerai la centralité des témoins dans tout travail historien : en l'absence d'accès aux archives nationales (ou dans mon cas, aux archives du parti), les entretiens avec les acteurs constituent une source irremplaçable. C'est également par le biais des témoins qu'il est possible d'accéder à d'éventuelles archives privées, puis d'avoir le contact avec d'autres personnes pour travailler de proche en proche. En conséquence, les témoins et la relation personnelle que l'historien.ne tisse avec eux conditionnent le travail. Cela signifie que la personnalité de l'historien.ne (langue, milieu social, contact, histoire familiale) pèse plus que dans d'autres contextes sur la capacité à avancer dans sa recherche. Mais une autre circonstance spécifique de notre travail tient à la faiblesse de l'historiographie existante, et au petit nombre d'historiens travaillant sur l'Algérie contemporaine. C'est vrai pour l'Algérie indépendante, mais c'est vrai également – quoique dans une moindre mesure – pour l'Algérie contemporaine dans son ensemble. Il est donc difficile de s'adosser à des travaux existants. Ce papier reviendra donc également sur le petit nombre d'historiens publiant sur l'Algérie contemporaine, et la confusion qui existe dans les débats publics (notamment dans la presse et dans les conférences) entre historiens universitaires et historiens amateurs, ou acteurs éclairés écrivant sous des formes qui mêlent l'histoire et le témoignage. Il pointera en particulier l'inégalité de publication historique des dernières années entre les différentes périodes de l'histoire contemporaine du pays.

Enfin, je finirai avec quelques remarques sur les conditions d'édition, de publication, de diffusion des travaux historiques dans le contexte algérien.

Natalya Vince (University of Portsmouth, MSCA Global Fellowship Holder)

La recherche « avec » et pas « sur » : l'exemple d'un projet documentaire Génération indépendance

En Grande-Bretagne, les financements de projets de recherche ne dépendent plus uniquement de la qualité de la problématique de recherche, ni de son importance, ni de méthodologie. Le chercheur ou la chercheuse doit aussi démontrer que le projet aura un « impact » économique et social. Ceci pose un certain nombre de problèmes – la recherche a de moins en moins de valeur intrinsèque, certains sujets deviennent privilégiés par rapport à d'autres, avoir un impact économique est particulièrement difficile à démontrer pour les sciences humaines et sociales. Néanmoins, on peut dire que cette ligne directrice a au moins le mérite d'encourager explicitement les chercheur.e.s à travailler plus avec les groupes qui ont un lien avec le projet de recherche, pour mieux ancrer les problématiques universitaires avec les préoccupations du « grand public » et pour partager les résultats de la recherche avec ses sujets dans des formats plus créatifs et accessibles. Ainsi, nous évitons de venir uniquement avec des questions, de récolter des informations dans des archives ou grâce à série d'entretiens puis de partir pour publier, parfois dans une autre langue, dans des revues universitaires. Les mots d'ordre sont la recherche « avec » et pas « sur » et la co-production des connaissances. Dans le contexte de l'histoire de l'Algérie après l'indépendance, cette séparation entre la recherche et le grand public, qui existe dans d'autres contextes et pour d'autres sujets, est un faux problème. Il est impossible de faire l'histoire de l'Algérie après 1962 sans travailler avec les acteurs (au sens le plus large) de l'époque. On ne peut pas arriver sur le terrain avec une problématique dessinée à partir d'une historiographie, parce qu'il y a très peu de travaux existants. Ainsi, on est obligé de faire la recherche « avec » et non pas « sur », les connaissances sont forcément coproduites. Ce papier présentera un projet en cours qui a pour but de produire une chronologie de 1962-1980, destinée à la fois aux universitaires et au grand public. Au cœur de ce projet, une série de 18-20 témoignages filmés avec des personnes « ordinaires » qui ont vécu cette période extraordinaire d'une société et d'un monde en rapide mutation. Chaque entretien prendra la forme d'une vidéo de 20 min qui sera disponible gratuitement en ligne (sur un site web, et sur les plateformes médias sociaux). Ces entretiens, sous-titrés en anglais, arabe et français, cherchent à stimuler une discussion plus large sur cette période, à récolter d'autres témoignages, à identifier d'autres questions de recherche et ainsi à contribuer à l'écriture de l'histoire d'Algérie après l'indépendance.

Saphia Arezki (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CHERPA)

Investir l'histoire des années 1990 en Algérie à travers la question de la répression : le cas des camps d'internement (1991-1995)

Nombreuses sont les expressions qui désignent les années 1990 : « décennie noire », « décennie rouge », « années du terrorisme » ou encore, officiellement, « tragédie nationale ». Quelle est la nature du conflit qui a déchiré l'Algérie ? S'agit-il d'une guerre civile ? Si cette période a fait l'objet de recherches en science politique et en anthropologie notamment, force est de constater qu'elle demeure très peu étudiée par les historiens, sans doute en raison du postulat selon lequel il n'existe pas ou peu de sources permettant de l'approcher. Cette proposition vise à montrer qu'au contraire, les sources sont nombreuses, mais surtout que le moment est particulièrement propice pour investir ce champ de recherche. J'ai choisi d'investir l'histoire des années 1990 en Algérie à partir de la question de la répression. Plus particulièrement, je m'intéresse à l'internement de milliers d'hommes, entre 1991 et 1995, dans des « centres de sûreté » situés dans le Sahara. En effet, à partir de juin 1991, mais surtout suite à la proclamation de l'état d'urgence en février 1992, des milliers d'hommes sont arrêtés et envoyés dans des camps, dans le désert, sans procès. Si ce pan de l'histoire algérienne contemporaine est méconnu, mes premières recherches montrent qu'il constitue un tournant dans l'escalade de la violence. En l'absence d'archives étatiques, quelles sources nous permettent d'étudier cette séquence historique ? Cette communication propose de revenir d'une part sur cette pratique de l'internement afin d'en expliciter les enjeux et d'autre part sur les moyens dont dispose l'historien.ne pour l'étudier. La presse constitue une première entrée afin de défricher le sujet. Toutefois, ce sont les témoignages des acteurs de la période (anciens internés, anciens surveillants de camps, etc.) qui sont au cœur de mes recherches. En effet, ils sont nombreux, mais surtout très prolixes. De plus, la plupart de ces anciens internés ont, pour beaucoup, conservé des traces de leur détention : photographies, dessins, etc. L'historien.ne devient alors collecteur d'archives personnelles constituant ainsi un vaste corpus de sources. Cela soulève, dans un deuxième temps, la question du devenir de toute cette matière récoltée. C'est sur ce point que je terminerai mon papier afin d'ouvrir une discussion sur cette question qui se pose à de nombreux historien.ne.s du contemporain.